

# 1992-2021 : Le géant pétrolier français Total continue de financer la junte du Myanmar

jeudi 22 avril 2021, par [Myanmar Now](#) (Date de rédaction antérieure : 15 avril 2021).

**Total, qui exploite le plus grand champ gazier offshore du Myanmar, continue de fournir une source de revenus au régime militaire, selon le personnel de la société.**



*Des employés de Total E&P Myanmar sur une plateforme offshore du champ gazier de Yadana en mai 2017 (Supplied)*

Selon des employés, la compagnie pétrolière française Total continue de fournir des revenus importants à la junte militaire au pouvoir au Myanmar, malgré la condamnation par le gouvernement français du coup d'État du 1<sup>er</sup> février et la poursuite de la répression meurtrière des manifestants par le régime.

Au moment de la rédaction du présent rapport, Total E&P Myanmar subissait des pressions pour suspendre ses activités dans le pays, où – selon l'Association d'assistance aux prisonniers politiques – au moins 710 civils ont été tués en moins de trois mois par les forces armées de la junte.

Des membres du personnel de Total ont parlé à Myanmar Now sous le couvert de l'anonymat et ont déclaré que les revenus tirés des exportations de gaz continuaient d'être acheminés vers la société d'État Myanma Oil and Gas Enterprise (MOGE), contrôlée par les militaires.

« Il n'y a pas du tout de suspension [des opérations]. Le gaz naturel est toujours produit et exporté pour être vendu. Les revenus générés n'ont pas été saisis. Ils sont transférés à MOGE. Ils parviennent sûrement à la junte », a déclaré un ingénieur qui travaille pour Total depuis près de 15 ans.

Les employés locaux de la société ont exigé que les revenus du pétrole et du gaz ne soient pas versés dans les coffres de l'armée, conformément à l'appel lancé le 5 mars par le Comité représentant le Pyidaungsu Hluttaw (CRPH), un organe composé de députés élus évincés par le coup d'État.

Cependant, les employés ont déclaré à Myanmar Now que Total avait refusé d'honorer cette demande. « Nous avons demandé à la direction de l'entreprise d'arrêter la livraison de gaz à la Thaïlande – alors il n'y aurait pas de revenus provenant des exportations de gaz pour la junte », a déclaré un employé local, faisant référence au gaz naturel du champ gazier de Yadana dans la mer d'Andaman, le plus grand du pays. « Une autre option consiste à geler les revenus des ventes de gaz

en les conservant au moins jusqu'au retour du gouvernement démocratique. Mais la direction de l'entreprise n'a pas donné suite à notre demande », a ajouté l'employé.

Fin février, la compagnie pétrolière australienne Woodside Energy a annoncé qu'elle suspendait ses opérations de forage au Myanmar, notamment dans le bloc offshore A6 du bassin de Rakhine. Woodside et Total détiennent chacun une participation de 40% dans ce projet, mais Total n'en est pas l'opérateur.

Le directeur général de Total, Patrick Pouyanné, a publié une déclaration le 4 avril en réponse aux appels lancés à la société pour qu'elle cesse de financer la junte, annonçant que Total cesserait de forer dans le bloc A6. Cependant, un employé de Total au Myanmar a rejeté la déclaration du PDG, la décrivant comme une « ruse ».

« A6 est exploité par Woodside – Woodside a suspendu ses opérations, pas Total », a déclaré l'employé.

En dehors du site A6, la campagne de forage de Total dans le champ gazier de Yadana s'est poursuivie tout au long de la crise actuelle. L'employé a expliqué que la direction de l'entreprise au Myanmar avait déclaré qu'elle arrêterait le forage de puits supplémentaires sur le site d'ici le mois de mai, mais l'employé a fait remarquer que cette décision n'avait pas été prise en réponse aux répressions meurtrières menées par le régime du coup d'État. « La vérité est que le forage allait déjà être terminé à cette date », a-t-il ajouté. L'employé a souligné que Total devrait continuer à extraire et à vendre du gaz du champ de Yadana, même si le forage de nouveaux puits s'arrête.

Rien qu'en 2019, la société a rapporté près de 230 millions de dollars de revenus au Myanmar, dont plus des trois quarts sont allés au MOGE et le reste a été payé en taxes, a rapporté Reuters. « Une chose à noter au sujet de Total est qu'ils sont arrivés au Myanmar en 1992, juste après le soulèvement de 1988 », a déclaré un membre du personnel à Myanmar Now. Il faisait référence au vaste mouvement pro-démocratique qui a été brutalement écrasé par le régime militaire. « Total opère dans des régions déchirées par la guerre et dans des pays où les dictateurs sont au pouvoir, parce que c'est plus avantageux pour elle », a-t-il ajouté.

Le personnel a également soulevé des questions concernant la violation de leurs droits en tant que travailleurs. L'entreprise emploie quelque 300 personnes, dont environ 90% sont des locaux. L'un de ces employés, qui s'est entretenu avec Myanmar Now, a déclaré que la direction avait contraint au moins un membre du personnel à démissionner après avoir demandé un congé sans solde dans le cadre de la répression actuelle du régime. « En ce moment, par rotation, nous avons quatre semaines de travail et quatre semaines de repos à la maison. Un employé n'a pas pu reprendre son travail en raison de la situation actuelle à Yangon », a déclaré ce membre du personnel, faisant référence aux fusillades et arrestations perpétrées par les soldats et la police à travers la capitale commerciale. « Il a demandé un congé sans solde. Mais la direction ne l'a pas autorisé et l'a poussé à démissionner. Il a dû remettre sa lettre de démission de son plein gré. »

Les dirigeants du CRPH ont exhorté les travailleurs de tous les secteurs du pays à rejoindre le Mouvement de désobéissance civile (MDC) et à refuser de travailler sous la dictature militaire. Cependant, la participation au MDC n'a pas encore été adoptée par les 300 employés de Total, qui sont presque tous des locaux, ajoute un membre du personnel. « Début mars, nous avons essayé de nous organiser pour demander principalement que [Total] cesse de payer des impôts à la junte, mais cela ne s'est pas produit. Les cadres supérieurs qui sont dans l'entreprise depuis si longtemps sont allés travailler au lieu de rejoindre le MDC », a-t-il déclaré.

L'employé a gardé l'espoir que si le personnel rejoignait le MDC en tant que front uni, il pourrait

être en mesure d'arrêter les activités de Total. « Si nous rejoignons tous le MDC, les activités de l'entreprise pourraient certainement être arrêtées. Nous ne pouvons pas être remplacés facilement », a-t-il déclaré, ajoutant que Total essaierait probablement de faire appel à des travailleurs étrangers pour reprendre leurs emplois. « Chaque plate-forme offshore a une nature différente et nécessite une bonne connaissance du site. Ils ne peuvent pas tout apprendre en même temps », a-t-il expliqué.

En plus d'exploiter le champ gazier de Yadana et de détenir des parts dans le bloc de forage offshore A6, Total travaille également sur au moins trois autres blocs en eau profonde dans la mer d'Andaman, ainsi que sur le bloc Yetagun West.

## **Myanmar Now**

---

### **P.-S.**

- Article publié sur le site Myanmar Now, le 15 avril 2021 ; traduction rédaction A l'Encontre le 16 avril 2021 :  
<https://alencontre.org/europe/france/le-geant-petrolier-francais-total-continue-de-financer-la-junte-du-myanmar.html>